



# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



Revue de presse

28 juin 2016

Les attentats à la grenade du 26 juin dernier restent au centre de l'actualité et en ce sens, suscitent de multiples réactions. En effet, au lendemain de l'événement tragique, le gouvernement s'est réuni au palais d'Etat de Mahazoarivo, pour un conseil spécial consacré sur le dossier. Parallèlement, les enquêtes destinées à identifier les responsables de cet acte criminel se poursuivent ardemment du côté des forces de l'ordre. Malgré tout, les responsables aussi bien au niveau du gouvernement que des forces de l'ordre, continuent de faire l'objet de vifs reproches de la part de l'opinion publique.

## Politique interne

### ATTENTATS DU 26 JUIN : UN « ACTE CRIMINEL » PREMEDIATE

*Le bilan des attentats du 26 juin ne cesse de s'alourdir. En effet, d'après les dernières informations recueillies par la presse, ce jour, le nombre des victimes des attaques de Mahamasina est passé à trois morts, dont un enfant de 14 mois, et 88 blessés. De leur côté, les membres du gouvernement se sont réunis hier, au palais de Mahazoarivo, pour un conseil de gouvernement spécial, à l'issue duquel un communiqué a été diffusé à la presse. « Les premiers éléments de l'enquête ont fait apparaître clairement qu'il s'agissait d'un acte criminel prémédité », souligne ce document, qui explique par ailleurs que les numéros de série et d'immatriculation de la grenade utilisée ont été effacés. Toujours à la lecture de cette missive, le gouvernement, qui semble avoir écarté l'hypothèse de « l'acte terroriste » pour conforter celle de « l'acte criminel prémédité », dénonce les objectifs politiques visés par les auteurs de l'acte. Le Premier ministre Solonandrasana Mahafaly Olivier a souligné qu'il s'agissait « d'une manœuvre destinée à discréditer et déstabiliser le régime », en soulevant clairement l'implication des adversaires politiques du pouvoir. Quoiqu'il en soit, le gouvernement a signifié sa détermination à suivre l'évolution de l'enquête et à appréhender les responsables, aussi bien les auteurs que les commanditaires, qui seront remis à la justice et seront sanctionnés par les peines les plus lourdes. (L'Express de Madagascar, p.3 ; Midi Madagasikara, p.3)*

- *L'Express de Madagascar est revenu sur les détails des événements de dimanche dernier, tentant de mettre en exergue la désolation qui s'en est suivi, tout en mettant en exergue le très jeune âge des victimes. Aussi, le quotidien argue que « cette série noire semble venir assombrir l'horizon, presque à chaque spectacle organisé par le régime Rajaonarimampianina ». Le journal fait référence aux événements du 25 janvier 2014, suite à la cérémonie d'investiture de l'actuel Président, durant laquelle un jet de grenade a fait 2 morts. Le quotidien rappelle ensuite la bousculade qui a eu lieu lors du 54<sup>ème</sup> anniversaire de l'indépendance, ayant également fait 2 morts. (p.3) Pour ce qui est de l'enquête en cours, le journal, afin de mettre en avant les risques de la prise de position flagrante du gouvernement, rapporte les propos tenus par un magistrat sur sa page Facebook. Ce dernier soutient que l'attitude de l'Exécutif pourrait restreindre les pistes d'investigation. (p.5)*
- *Midi Madagasikara soutient, pour sa part, que les troupes dirigées par le Général Florens Rakotomahanina, ont failli à leur mission. En effet, le gouvernement aura beau jeter la responsabilité sur l'Opposition, cette attaque aurait bien pu être évitée si*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



*les forces armées avaient fait preuve de rigueur dans l'accomplissement de leur tâche. (p.2)*

- *L'Observateur s'étonne de l'affirmation franche et tranchée du Chef de l'Etat, qui a accusé un attentat politique. Cela est d'autant plus étonnant que cette affirmation ait été confortée par son Premier ministre, qui n'a pas mâché ses mots en affirmant que la trêve politique n'a pas été respectée par les opposants. Le quotidien soutient ainsi que ces réactions trop précises suscitent des suspicions. En effet, il semblerait que l'on veuille jouer sur les émotions du public. (p.3)*

## EXPLOSION DE MAHAMASINA : LES ENQUETES SE POURSUIVENT

*Les enquêtes se poursuivent, à la suite du triple attentat perpétré lors de la célébration du 56<sup>ème</sup> anniversaire de l'indépendance, au stade de Mahamasina et à Anosy. A cet effet, une cellule d'enquête mixte composée de la Brigade spéciale de la gendarmerie et de la Brigade criminelle a été mise en place et est actuellement opérationnelle. Aux dernières informations, seul un jeune homme de 28 ans a été appréhendé et placé en garde à vue. Les responsables de l'enquête ont tout de suite questionné le prévenu, qui s'était alors fait passer pour un déséquilibré mental. Le jeune homme, qui s'avère être célibataire et sans emploi est toutefois resté muet, ne dévoilant aucune information probante pour l'enquête. Pour rappel, cet individu a été capturé dans la matinée du 26 juin aux abords du jardin d'Anosy, en face du bâtiment de l'Institut national des statistiques (INSTAT). Il faisait partie des 4 individus surpris par un agent de renseignement en tenue civile, jetant un engin similaire à celui qui a explosé au pied du gradin à Mahamasina. Si le jeune homme a été promptement appréhendé, ce ne fut pas le cas de ses trois complices qui ont réussi à fuir les Forces d'intervention de la Police (FIP). Pour ce qui est des attentats de Mahamasina, aucune arrestation n'a pour l'heure été effectuée. Toutefois, quelques-uns des blessés de l'attaque ont été questionnés par les enquêteurs. D'après les témoignages recueillis, le suspect serait un homme vêtu d'une veste grise. Il s'avère, par ailleurs, qu'une fouille sera entreprise au domicile de toute personne soupçonnée d'être impliquée dans l'affaire. (L'Express de Madagascar p.9 ; Midi Madagasikara p.3 ; 17 ; Les Nouvelles p.8) De son côté, le ministre de la Défense nationale, Béni Xavier Rasolofonirina a souligné sur les ondes de la radio nationale, ne pas écarter la piste terroriste dans ce dossier. Puis, ce responsable d'ajouter que deux individus sont activement recherchés par les forces de l'ordre. (Madagascar-Laza p.2) Tia Tanindrazana pour sa part, informe que les domiciles des deux jeunes garçons morts le jour de l'attentat ont fait l'objet d'une fouille. D'après les explications apportées par les responsables de l'enquête, ces deux individus seraient soupçonnés d'avoir été impliqués dans l'attaque. (p. 3)*

- *L'opinion ne sait plus à quel saint se vouer, soutient Midi Madagasikara, qui reproche le manque de transparence aux enquêteurs en charge de l'affaire, lesquels ne livrent aucune information à la presse. (p.3)*
- *La situation reste tendue, s'alarme Madagascar-Laza, avant d'ajouter qu'aucune revendication n'a été émise par les auteurs ou commanditaires de cet attentat. (p.2)*
- *Ces bombes devraient servir de leçon aux dirigeants, argue La Gazette de la Grande Ile avant de relayer des rumeurs selon lesquelles « l'engin explosif aurait dû exploser au cours du défilé militaire. Mais, intimidés par les dispositifs militaires mis en place au sein du stade, les terroristes se sont effarouchés et ont changé de cibles ». (p.3)*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



## REACTIONS SUITE AUX ATTAQUES DU 26 JUIN : APPEL AU RENFORCEMENT DES DISPOSITIFS DE SECURITE

Les attaques survenues lors de la célébration du 56<sup>ème</sup> anniversaire de l'indépendance de la Grande Ile n'ont pas laissé indifférents. En effet, différentes personnalités politiques se sont succédé pour réagir face aux événements. Ce fut le cas du député du 5<sup>ème</sup> arrondissement d'Antananarivo et non moins membre du groupement politique Tiako i Madagasikara (TIM), Guy Rivo Randrianarisoa, qui a déploré les défaillances sécuritaires au niveau de la capitale et des autres régions. Il a rappelé, en ce sens, qu'aucune suite n'a été donnée quant à l'attentat à la grenade survenu le 25 janvier 2014, alors que le Président actuel venait d'être investi de ses fonctions. Face à cela, l'élu du TIM estime que les responsables de la sécurité devraient déposer leurs tabliers. De son côté, Tsimbazaza a aussi haussé le ton. Après avoir condamné les actes, jugés odieux, Jean Max Rakotomamonjy, à l'issue d'une visite rendue aux victimes de l'attentat, a appelé au calme. Il a également saisi l'occasion pour signifier l'importance d'un renforcement des dispositifs de sécurité, afin que de tels actes ne puissent plus jamais se reproduire. D'autre part, du côté de la Mairie d'Antananarivo, le drapeau de l'Hôtel de ville a été mis en berne sur ordre de la mairesse Lalao Ravalomanana. A souligner que Lalao Ravalomanana, accompagné de Marc Ravalomanana, en qualité de conseiller spécial du maire d'Antananarivo, s'était rendu à l'hôpital HJRA pour présenter ses condoléances. Aussi, au cours de la traditionnelle levée de drapeau du lundi, une minute de silence a été observée en mémoire des victimes de l'attentat à la grenade de Mahamasina, avant que Marc Ravalomanana n'ordonne au Directeur de la culture d'observer une étude minutieuse des dossiers avant de valider toute demande d'autorisation de manifestation publique. Pour sa part, le président du Sénat, Honoré Rakotomanana, à l'occasion d'une visite rendue aux victimes de l'attentat, a déploré le changement notable de la mentalité des Malgaches. De l'avis de cette personnalité, le fait que « des Malgaches soient capables de tuer leur compatriote est inconcevable ». (Madagascar-Laza p.3 ; 4 ; 6 ; 9)

- Faute d'avoir la gestion de l'Etat, l'ancien Président de la République, Marc Ravalomanana, prend les rênes de la capitale, ironise Madagascar-Laza. (p.9)
- « Peut-on encore compter sur les compétences de nos forces de l'ordre », se questionne la Gazette de la Grande Ile, lorsque, bien avant ces événements, ils n'ont cessé de répéter les risques d'attentat et sont apparus impuissants devant le fait accompli. Le journal déplore, par ailleurs, que les mesures de sécurité n'aient pas été aussi rigoureuses durant la présence du Président qu'après son départ. Le quotidien se désole ainsi que « la vie du peuple importe peu, alors que cette action était pressentie d'avance ». (p.4)
- La Vérité pour sa part, se demande ce que le Président attend pour remplacer ces « fantoches d'officiers » par d'autres plus aguerris, pour assurer la sécurité des Malgaches et de leurs biens. (p.3)

## LES POLITICIENS AU CHEVET DES VICTIMES DES ATTAQUES DU 26 JUIN

Au lendemain de l'événement tragique survenu à Mahamasina, dimanche dernier, les politiques ont saisi l'occasion pour se mettre au-devant de la scène, en témoignant de leur compatissance vis-à-vis des victimes. Ce fut le cas de l'équipe du parti MTS ou Malagasy Tonga Saina, qui, conduite par son président Rolland Ratsiraka, s'est rendue hier à l'hôpital HJRA pour reconforter et soutenir les blessés. Des couvertures et des vivres ont été remis à titre de dons. De leur côté, les membres du bureau politique du parti Hery Vaovao Ho an'i

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



Madagasikara (HVM) se sont également rendus au chevet des victimes de l'explosion. La délégation conduite par Rivo Rakotovao, président national du parti, a remis une aide substantielle aux familles des victimes. Cette personnalité a appelé les responsables étatiques à prendre les dispositions nécessaires pour que les coupables soient traduits en justice. (Madagascar-Laza p.3 ; Madagascar Matin p.3)

- De l'avis de **Madagascar Matin**, l'attentat de Mahamasina risque d'être l'objet de récupération politique de la part de ceux qui n'ont pas eu le temps de venir soutenir les victimes dès les premières heures de l'attaque. « Dirigeants et opposants s'entraccusent indirectement pour porter atteinte à leurs adversaires politiques ». (p.3)

## Economie et société

### **SYNDICAT DES ENSEIGNANTS : UNE GREVE ILLIMITEE ANNONCEE**

Le syndicat des enseignants SEMPAMA Nosy, a annoncé, hier que ses membres observent une grève illimitée. Pour cause, le ministère des Finances n'a toujours pas répondu aux revendications du corps, portant sur l'augmentation des indemnités d'éloignement et de risque ou encore de logement. Ces revendications remontent au mois de mai dernier. Le président du syndicat, Arsène Ratolojanahary, a ainsi signifié la détermination du SEMPAMA à maintenir les manifestations, tant que les responsables n'auront pas répondu aux attentes. Par ailleurs, bien que le porte-parole ait rassuré qu'ils n'avaient pas l'intention de déstabiliser la tenue des examens officiels du BEPC et du CEPE, il a laissé entendre que la participation des enseignants à ces examens dépendra de la « volonté de chacun ». Faut-il rappeler que ces menaces ont été mises à exécution à Farafangana où la grève, entamée la semaine dernière, a causé l'interruption du BEPC blanc au deuxième jour ? D'après les informations recueillies auprès d'un responsable à la Direction régionale de l'éducation nationale (DREN), les épreuves ne reprendront que ce jour. Il est toutefois rassurant de savoir que cette grève n'est pas cautionnée partout dans la Grande Ile. En effet, dans la circonscription scolaire de Toamasina I, au niveau de la Dren Menabe ou encore à Antananarivo, les cours n'ont pas été suspendus hier. Aussi, Todisoa Andriamampandry, Directeur général de l'Education fondamentale et de l'alphabétisation a-t-il confirmé à nouveau la tenue des examens, en soulignant que tous les préparatifs sont prêts. (L'Express de Madagascar p.8 ; Madagascar Laza p.9 ; Madagascar Matin p.2)

### **MARCHE DU POCHARD : LES COMMERÇANTS EN GREVE**

Les vendeurs d'arts malagasy installés au marché du Pochard à Behoririka sont en grève depuis jeudi dernier. Pour l'heure, les causes restent floues, mais d'après les explications apportées par les concernés, une personne voudrait s'accaparer le terrain afin de le revendre à une entreprise. Ainsi, l'association des marchands, par l'intermédiaire de son président, Aimé Rakotoarivony, interpelle l'Etat à apporter de plus amples explications sur la procédure judiciaire en matière de litige foncier, la place du Pochard n'étant pas une propriété privée mais un domaine de l'Etat. Quoiqu'il en soit, les commerçants ne pensent pas quitter les lieux et attendent la tenue prochaine d'une négociation avec le ministère de l'Aménagement du territoire. (Les Nouvelles p.5)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



## Relations internationales

### ATTENTATS DU 26 JUILLET : LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE REAGIT

Les réactions des partenaires internationaux de la Grande Ile, à la suite des attentats de dimanche dernier, ne se sont pas fait attendre. En effet, par le biais de son doyen, Mohammad Amar, ambassadeur du Maroc, le corps diplomatique à Madagascar a présenté ses condoléances à la population malgache, sans oublier de condamner fermement l'acte, « incompatible et contraire aux mœurs de la tradition du peuple malgache, marqué par le fihavanana ». Après l'ambassadeur du Maroc, la Secrétaire générale de l'Organisation Internationale de la Francophonie, Michaël Jean, la Représentante spéciale de la Présidente de la commission de l'Union Africaine ainsi que l'Ambassadeur de France, Véronique Vouland se sont succédé pour dénoncer ces actes. Outre ces condamnations, les voix internationales énoncent aussi un souhait quant à la traque des responsables. Le corps diplomatique encourage ainsi le gouvernement à engager de promptes investigations afin de débusquer les auteurs de la tuerie. Mis à part les déclarations qui se sont succédé, des visites rendues aux victimes de l'attentat ont également eu lieu, à l'instar de la descente effectuée par le Système des Nations Unies à l'hôpital HJRA. Cette première visite s'inscrit dans le cadre d'une évaluation des besoins urgents en médicaments de l'hôpital. (L'Express de Madagascar p.5 ; Midi Madagasikara p.3 ; La Gazette de la Grande Ile p.7 ; Madagascar Matin p.3)

- **Midi Madagasikara** considère que cet événement, qui s'est produit à quelques mois de la tenue des Sommets internationaux, a visiblement terni l'image de la Grande Ile, désormais connue pour être un pays, non seulement à risque en matière de sécurité, mais aussi, politiquement instable. (p.3)

## Un peu d'humour



L'Express de Madagascar p.6

### Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :

Tiaray RANDRIAMALALA: [tiaray.randriamalala@eces.eu](mailto:tiaray.randriamalala@eces.eu)

Mirana RAZAFINDRAZAKA: [mirana.razafindrazaka@eces.eu](mailto:mirana.razafindrazaka@eces.eu)

Site web: [www.incipals.eu](http://www.incipals.eu)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

